

A Paris comme à Alger le régime gaulliste ouvre la voie au fascisme

DEPUIS qu'a commencé la guerre d'Algérie, Alger a toujours devancé Paris : pour prévoir presque à coup sûr les maux qui devaient nous atteindre, il aurait suffi de considérer ce qui se passait de l'autre côté de la Méditerranée. Restrictions de plus en plus sévères de la liberté d'opinion et d'organisation pour les démocrates, mépris des règles traditionnelles de la justice et multiplication des tribunaux d'exception, arrestations arbitraires, camps d'internement, capitulations du pouvoir civil devant des chefs militaires de plus en plus arrogants, intimidation des démocrates par la menace d'abord, ensuite par l'attentat, déchaînement de violence, atmosphère de complot permanent : tout est venu progressivement d'Algérie en France.

Les « libéraux » d'Alger, dès le temps de Robert Lacoste, ont toujours été dénoncés comme complices du F.L.N., celui-ci dénoncé lui-même comme complice du communisme. Que s'organise à Paris une journée contre l'O.A.S. et pour la paix en Algérie, que l'initiative en soit prise par toutes les organisations syndicales, qu'elle soit approuvée dans plusieurs départements, même par la S.F.I.O. ou le M.R.P., le gouvernement qualifie cette journée de machination communiste ; il déchaîne contre elle les éléments les plus agressifs de sa police, recrutés parmi les ultras, les anciens d'Indochine, les anciens d'Algérie.

A l'université d'Alger, les jeunes « pieds noirs » font la loi. Ni les étudiants algériens, ni les étudiants européens libéraux ne peuvent faire entendre leur voix. Les élections des associations générales d'étudiants ne sont qu'une comédie dont le dénouement est connu d'avance. De même, en France, voici des mois, que le ministre de l'Éducation nationale a entrepris de démanteler l'U.N.E.F. C'est lui qui a suscité et soutenu l'organisation rivale, la F.N.E.F. Il lui a attribué d'autorité, avant qu'aucune consultation n'ait permis de mesurer sa valeur représentative, un certain nombre de sièges dans les organismes où les étudiants sont représentés. Voulons-nous savoir ce que

demain nous réserve ? Regardons encore une fois Alger.

Ici, c'est déjà entre Européens la guerre civile, une guerre civile où le régime gaulliste est dépassé par ceux qui l'ont imposé en 1958. Débordé, impuissant, le pouvoir sait qu'il ne peut plus compter, ni sur les cadres de l'armée, ni sur la magistrature, ni sur la police. Les quelques hommes qu'il fait arrêter s'évadent après quelques jours de détention grâce à de multiples complicités. Des officiers, frappés de condamnation avec sursis après le putsch d'avril, servent dans les rangs de l'O.A.S. Si, d'aventure, un colonel est considéré comme fidèle au gaullisme, il est assassiné et ses meurtriers échappent à toutes les recherches. Pour contrecarrer les émissions pirates de l'O.A.S., on organise un système de secours à partir d'un bâtiment de la marine nationale ; bien que tout ait été mis en place dans le plus grand secret et qu'un tout petit nombre de personnes aient été mises au courant de l'affaire, l'initiative est connue de l'O.A.S., un sabotage est organisé pour détruire le navire.

Comment alors le pouvoir tente-t-il après ces échecs, de pallier ces défaillances et ces trahisons ?

Il constitue des commandos de nouvelles équipes policières que, par crainte des noyautages ou des repréailles, il doit faire travailler comme des services secrets d'espionnage ou de contre-espionnage. L'O.A.S. se livre au terrorisme ? On répondra en organisant des équipes officielles de contre-terroristes. La police n'est pas sûre ? On improvise des polices clandestines. La confusion est ainsi portée à son comble. Une charge de plastic explose : un coup de l'O.A.S., dit-on, mais peut-être, aussi bien, un coup de policiers venus de la métropole. En pleine rue, ou dans leurs bureaux, des hommes sont enlevés. Par qui ? Règlement de comptes, entre ultras ou repréailles d'un réseau officiel mais clandestin ? Tout est possible et les autorités gardent le silence. De proche en proche, chacun en vient à se persuader d'abord qu'il ne peut plus compter que sur lui-même pour tenter d'assurer sa sécurité, puis qu'il

doit, pour avoir plus de chances, devancer les coups qu'il risque de recevoir, c'est-à-dire avoir recours sans plus attendre à l'intimidation et à la violence.



(Agip)

« Si les pouvoirs publics ne sont pas en mesure de faire leur devoir, c'est aux républicains de réagir. »

Le mal gagne la France. Les évasions d'activistes, la multiplication des attentats, la complicité de l'armée et de la police, l'impuissance du pouvoir, nous les avons déjà. Le reste, si nous laissons faire, viendra aussi. Qu'importe que les hommes de l'U.N.R., pour témoigner de leur volonté de lutter contre l'O.A.S., rappellent qu'ils sont eux aussi pris pour cibles, autant que des syndicalistes, des hommes politiques de gauche, des journalistes ou des écrivains : le régime qu'ils soutiennent sera condamné aux mêmes méthodes et à la même impuissance, parce qu'il ne peut plus compter sur un État qu'il a contribué à gangrener de fascistes, et parce qu'il ne veut pas s'appuyer sur les forces populaires qu'il

redoute plus encore que les ultras. En réponse au discours de Strasbourg, un officier déserte en emportant les armes de ses soldats pour les livrer aux tueurs. Peu sûr d'une police, qui met tout son zèle à ne jamais faire aboutir les enquêtes prescrites pour retrouver les auteurs d'attentats, le gouvernement lui permet de donner libre cours à sa brutalité contre les manifestants du 19 décembre. Il se condamne lui-même à subir de plus en plus les chantages des ultras de l'armée, de la police, des administrations : pour les « apaiser », pour tenter de gagner leur appui, il frappera d'autant plus rudement la gauche, les syndicats, tous les antifascistes, tous ceux qui depuis des années luttent pour la reconnaissance de l'indépendance algérienne, qualifiés pêle-mêle de communistes.

Après le 19 décembre, après les commentaires qui ont été faits très officiellement sur cette journée par le porte-parole du gouvernement, aucune hésitation n'est plus possible : nous sommes déjà dans l'engrenage. Le régime gaulliste a commencé sa mutation. Il ne peut plus désormais conserver l'apparence qu'il s'était donnée depuis trois ans, et qui a permis de prolonger les illusions de 1958, de faire revivre le mythe de de Gaulle, rempart contre la guerre civile. Loin de nous en préserver, il nous y a précipités.

Et si nous le laissons trop longtemps en place, ce sont les ultras qui tireront le meilleur parti de ce délai.

Pierre LUQUET

(Agip)

* Si les pouvoirs publics ne sont pas en mesure de faire leur devoir, c'est aux républicains de réagir. »